

François Fillon : la Russie est une menace infiniment moindre que celle de l'islam radical...

écrit par Juvénal de Lyon | 6 mars 2025





Voici quelques extraits de l'entretien donné à Valeurs Actuelles par François Fillon, après un long silence médiatique. Parmi les sujets traités, il nous met en garde contre le totalitarisme islamique factieux partout, infiltré dans notre société avec pour but final sa destruction avouée ! Et il nous rappelle les 1 800 milliards de dettes de 2007 qu'il jugeait alors insoutenable en annonçant un « Etat en faillite » !!!

Juvéna

Note de Christine Tasin

Fillon est brillant, certes, il n'est pas aveugle sur l'islam, certes, mais je n'oublierai jamais et ne lui pardonnerai jamais d'avoir appelé à voter pour Macron en 2017...

—

« LA RUSSIE EST UNE MENACE

INFINIMENT MOINDRE QUE CELLE DE L'ISLAM RADICAL, IDÉOLOGIE PERNICIEUSE QUI PROSPÈRE SUR UNE GRANDE PARTIE DE NOTRE TERRITOIRE», ASSURE FRANÇOIS FILLON

L'ancien Premier ministre François Fillon. [AFP]
Pour la première fois depuis son aventure présidentielle en 2017, l'ancien Premier ministre se livre sans tabous sur la marche du monde et l'avenir de son pays. François Fillon ne cache pas son inquiétude : « *Je n'imaginai pas que la France puisse voir sa situation se dégrader à ce point.* » Par Tugdual Denis le 4 mars 2025

Juvénal de Lyon, EXTRAITS :

... Quel est le poids de la montée de l'islamisme dans la fracturation nord-sud ? Cet islamisme vous paraît-il une menace plus endogène ou exogène ?

Les deux principales menaces pour la paix mondiale sont la rivalité Chine -États-Unis et la montée du totalitarisme islamique.

S'agissant de la première, il faut espérer que les dirigeants américains comme chinois sauront faire preuve de responsabilité. La Chine et les États-Unis sont deux superpuissances dont les actes impactent la planète tout entière. La France et l'Europe ne peuvent pas rivaliser.

En revanche, elles peuvent aider à rechercher un équilibre nécessaire en offrant un modèle de développement plus respectueux des libertés individuelles que le modèle chinois, et sans l'ingérence

militaire et politique permanente de l'américain.

La montée du totalitarisme islamique nous menace beaucoup plus directement en raison de notre proximité avec le Moyen-Orient et l'Afrique. Mais aussi parce qu'un nombre croissant d'habitants de l'Europe sont perméables à cette idéologie. Celle qui se pare des habits de l'islam pour dissimuler un projet politique n'ayant rien à envier au nazisme ou au stalinisme qui ont défiguré le XXe siècle.

L'islamisme radical ne cesse de progresser depuis trente ans, nourri par le sous-développement, les régimes corrompus, mais également par les interventions militaires occidentales en Irak ou en Afghanistan, et la non-résolution de la question palestinienne.

La défaite de l'État islamique en Irak et au Levant n'y a rien changé car le mouvement est profond. Il progresse en Asie du Sud-Est, en Asie centrale, au Moyen-Orient et dans une large partie de l'Afrique. Il gagne du terrain en Europe où une partie croissante des populations de religion musulmane se plient aux règles d'un islam radical, autoritaire, liberticide, qui représente un danger réel et immédiat pour nos valeurs et notre mode de vie.

« La Russie qui, après trois ans de guerre, piétine en Ukraine, est une menace infiniment moindre que celui de cette idéologie islamique pernicieuse qui prospère désormais sur une grande partie de notre territoire ».... Pour autant, je n'ai aucune illusion sur les nouveaux dirigeants syriens.

Ce sont des [totalitaires islamiques](#) dont l'objectif reste le djihad et l'édification d'un califat le plus global possible.

En ce sens, ils sont une menace directe pour l'Europe où

ils n'auront de cesse d'encourager le prosélytisme des Frères musulmans, quand ils ne seront pas directement à l'origine des actions terroristes qui ont déjà tué des milliers d'innocents dans le monde...

...Il y a trente ans, mes amis libanais m'alertaient contre le risque d'affrontements communautaires en France. Je ne les prenais alors pas au sérieux. Aujourd'hui, je comprends leur mise en garde...

... Quel est le poids de l'immigration dans nos problèmes ? Bruno Retailleau a-t-il raison de dire qu'aujourd'hui, "elle n'est pas une chance pour la France" ?

C'est une évidence. La France a dépassé le seuil de tolérance en matière d'immigration. C'est la première des responsabilités d'un État de décider qui peut entrer sur son territoire. L'augmentation continue des entrées illégales, l'incapacité à exécuter les décisions de reconduite à la frontière ruinent l'autorité de l'État et créent un appel d'air d'autant plus dangereux que notre situation démographique est critique. Dire cela n'est pas faire preuve de xénophobie mais simplement de bon sens.

La crispation de la gauche sur cette question est incompréhensible et coupable. François Mitterrand, Michel Rocard ou Georges Marchais avaient en leur temps reconnu un danger de submersion. Ce n'est plus un danger mais une réalité que les Français constatent quotidiennement, et désormais presque partout sur le territoire national. Les flux ont dépassé nos capacités d'intégration...

Au fond, croyez-vous au multiculturalisme ?

Ce qui est certain, c'est que beaucoup de ceux qui émigrent en France et en Europe n'y croient pas, puisqu'ils voudraient nous imposer leurs traditions et

leur culture. Dans ces conditions, le multiculturalisme est voué à l'échec... **Les Algériens sont la première nationalité étrangère dans nos prisons et surreprésentés dans notre délinquance. Le pouvoir algérien emprisonne Boualem Sansal et refuse de reprendre un "influenceur" qui nous insulte. Quelle attitude devons-nous adopter à l'égard de ce pays ? La remise en cause des accords de 1968 suffit-elle ?** Cette situation est le résultat des discours anachroniques sur la colonisation, qui renvoient un message de faiblesse de la part de l'État français, et de l'impasse politique dans laquelle se trouve le gouvernement algérien, incapable d'assurer le développement du pays. Notre sentiment de culpabilité à l'égard de l'Algérie nous conduit à fermer les yeux sur la nature du régime algérien et sur ses exactions.

Le choix du président Macron de trancher en faveur du Maroc la question du Sahara occidental a eu raison de ce qu'il subsistait de rationalité dans la relation franco-algérienne. Il n'y a désormais pas d'autre issue que celle d'une remise en cause profonde des accords entre nos deux pays, afin que l'Algérie assume ses responsabilités vis-à-vis de ses ressortissants.

Il est scandaleux que Boualem Sansal soit l'otage de cette crise. C'est un homme âgé qui doit être libéré sans délai. Son maintien en détention serait un crime dont les dirigeants algériens devront rendre compte...

« Les personnes immigrées sont, pour l'essentiel, originaires d'un tiers-monde dysfonctionnel, à majorité musulmane, animées pour beaucoup d'un ressentiment historique », déclarait l'ancien patron de la DGSE Pierre Brochand, dans nos colonnes. Faut-il une immigration scrupuleusement choisie ?

Cette proposition était au cœur de mon projet présidentiel en 2017. La France doit choisir en fonction de ses besoins et de ses capacités d'intégration le

nombre et la qualité des étrangers auxquels elle peut ouvrir ses portes. Je proposais de soumettre chaque année au Parlement des quotas par métier, par qualification, mais aussi par origine géographique pour une immigration équilibrée et raisonnable.

Compte tenu de la situation actuelle, la France doit réduire drastiquement le nombre des entrées d'étrangers pendant plusieurs années, renvoyer systématiquement les illégaux, durcir les conditions d'accès aux aides sociales et se concentrer sur l'intégration de ce que le ministère de l'Intérieur désigne comme le "stock".

Comment se départir des impasses de "l'état du droit" tout en restant un État de droit ?

Cette politique qui est la seule responsable, capable de nous éviter des crises graves qui pourraient menacer l'unité nationale, nécessite une profonde révision du droit. La question du droit du sol doit être posée dans ce contexte et soumise à un référendum.

Il convient pour cela de faire évoluer la Constitution et d'étendre l'article 11 afin de permettre la consultation des Français sur le sujet. Nous devrions en même temps ajouter dans la Constitution une clause de sauvegarde des intérêts fondamentaux et de l'identité constitutionnelle afin de bloquer les interprétations des jurisprudences ou les traités contraires à nos intérêts.

Économie

Que peut-on dire pour prendre mesure de la situation budgétaire de la France ?

En 2012 j'ai laissé une dette de 1832,6 milliards d'euros qui était déjà insupportable. J'avais fait scandale en indiquant que l'État français était en faillite dès 2007. Je n'ai pas eu beaucoup de succès

auprès du président de la République avec cette affirmation, et encore moins s'agissant de l'urgence d'une réduction significative des dépenses publiques. Bien sûr, il y a eu la crise des *subprimes* qui a failli mettre à bas tout le système bancaire européen et qui nous a conduits à soutenir massivement l'économie.

Mais il y aura toujours des crises, comme par la suite celle du Covid-19, puis la crise énergétique en raison de la guerre en Ukraine. Le risque, c'est qu'il y ait prochainement une dernière crise qui terrasse l'économie française. À l'image de la Grèce, de l'Argentine ou du Portugal. Je crains que ce jour ne soit désormais très proche.

En 2025 la dette représentera 115 % de la richesse nationale, contre 90 % en 2012. Cela signifie des intérêts d'emprunt qui absorbent chaque année une part croissante des moyens publics, une inquiétude grandissante chez les créanciers de la France, des impôts supplémentaires qui réduisent la croissance et nous entraînent vers une faillite. Si j'ai été sans doute un peu trop pessimiste en 2007, l'heure de vérité finira forcément par sonner et avec elle une austérité insupportable...

Source: <https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/politique/exclusif-trump-poutine-macron-la-droite-2027-les-verites-de-francois-fillon>

Juvénal de Lyon